

ARRÊTÉ DU MAIRE

RESTRICTION DE CIRCULATION RUE FRANÇOIS MITTERRAND

Le Maire de la commune de Petite-Forêt ;

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU le Code de la route et notamment les articles R110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R 417 - 10 et 4 et R 411- 25 al 3,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24/11/67, portant instruction générale sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT la demande de l'entreprise NEXTP, sise, 29 rue Émile Basly 62149 Cuincy, en date du 22 décembre 2022,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux d'extension de réseau ENEDIS, il y a lieu de restreindre la circulation sur la rue François Mitterrand,

ARRÊTE

Article 1 : du 04 au 31 janvier 2023, le stationnement sera restreint rue François Mitterrand,

Article 2 : la circulation sera ralentie à 30 km/h et régulée avec un alternat par feux tricolores à cycles fixes

Article 3 : la signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurés par l'entreprise NEXTP,

Article 4 : Nonobstant les dates fixées à l'article 1^{er}, ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux, concrétisée par la levée de la signalisation,

Article 5 : le présent arrêté figurera au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise NEXTP,
- Monsieur le Commissaire de Police de Valenciennes,
- Monsieur le Commandant des Pompiers d'Anzin,
- Monsieur le Chef de la Police Pluricommunale,

Mairie de Petite-Forêt
Secrétaire Général



Pour le Maire empêché,

Le Premier Adjoint,
Rachid LAMRI

Acte notifié et/ou mis en ligne le : **28 DEC. 2022**

Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification et/ou de sa mise en ligne, saisine possible par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour le Maire empêché,
Le Premier Adjoint,

Rachid LAMRI.

